

PALESTINE

Al Qods au cœur du discours de Abbas devant le Conseil de sécurité de l'ONU

Le Président palestinien, Mahmoud Abbas, est arrivé hier à New York pour participer à la session extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU, où il doit plaider pour «une nouvelle vision de paix» et présenter une nouvelle étape de lutte du conflit au Moyen-Orient lors d'un discours, le premier depuis 2009 devant cette instance onusienne.

«Le Président Abbas prononcera un discours important devant le Conseil de sécurité qui représentera une vision de paix et une nouvelle étape du conflit», souligne l'agence palestinienne WAFA.

Le porte-parole officiel de la Présidence palestinienne, Nabil Abu Roudeina, a déclaré que «la ville d'El-Qods, ses lieux saints et les constantes nationales seront la base du discours», indiquant qu'une nouvelle étape de la lutte est commencée afin de préserver l'objectif fondamental du peuple palestinien et du monde arabe qui est la question d'El-Qods et ses lieux saints islamiques et chrétiens, en préservant leur patrimoine et leur histoire que le gouvernement israélien tente de falsifier, en violation de toutes les lois et les législations internationales qui confirment que cette ville est palestinienne et arabe» M. Abu Roudeina a poursuivi que «cette période

dangereuse et sensible exige des positions palestiniennes et arabes claires pour lutter contre les dangers se posant devant la question palestinienne», assurant que le discours du Président Abbas «affirmera que la justice, la paix et la terre sont la seule voie pour la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient».

Le Président Abbas devrait également appeler à l'intervention de plusieurs puissances internationales pour faciliter des négociations de paix et renouveler ses critiques contre la décision du Président américain Donald Trump de considérer El-Qods comme capitale d'Israël.

En réaction à cette annonce en décembre, les Palestiniens affirment que les Etats-Unis se sont disqualifiés pour jouer leur rôle traditionnel de principal médiateur dans les discussions avec Israël.

«Une nouvelle phase de la lutte a débuté», a affirmé à un média officiel Abou Roudeina.



Mahmoud Abbas.

Un autre haut responsable palestinien, Nasser al-Qudwa, a, lui, précisé que Mahmoud Abbas tentera d'obtenir du soutien pour une initiative multilatérale tout en soulignant que les Palestiniens n'avaient pas l'intention d'en déterminer les contours.

L'accord sur le nucléaire conclu en 2015 avec l'Iran avec le groupe dit du P5+1, c'est-à-dire les cinq membres du Conseil de sécurité plus l'Allemagne est considéré par de nombreux Palestiniens comme un bon exemple. «Nous pourrions accepter différents

formats tels un P5, P5+1, un quartette élargi, ou une conférence internationale de paix», a affirmé M. Qudwa lors d'une conférence de presse à Ramallah, en Cisjordanie, un territoire palestinien occupé par Israël.

Il s'est déclaré favorable «à tout ce qui peut marcher, fournir une base raisonnable pour des négociations».

Un autre responsable palestinien Mustafa Barghouti a affirmé qu'il s'attendait à ce que le Président Abbas critique de nouveau les Etats-Unis à propos d'El-Qods.

AFGHANISTAN

Moscou «très préoccupée» par la progression de Daesh

La Russie est «très préoccupée» par la progression de l'organisation terroriste Daesh en Afghanistan, où se multiplient les attaques et les attentats, a affirmé hier le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

«Nous sommes très préoccupés par ce qu'il se passe en Afghanistan et par la progression de l'influence de Daesh», a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse à la suite d'une rencontre avec son homologue pakistanais Khawaja Muhammad Asif. «Nous doutons fortement de la manière dont la coalition (internationale menée par les Etats-Unis en Afghanistan) considère cette menace et des mesures qu'elle prend pour la supprimer», a-t-il ajouté.

Selon M. Lavrov, la présence de Daesh dans le nord et l'est de l'Afghanistan est «assez sérieuse», se chiffrant à près de mille terroristes, ce qui représente une menace pour la sécurité des pays voisins.

«Malheureusement, les militaires américains et l'Otan essaient de toutes les façons possibles de taire et de nier la menace, a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

Daesh et les talibans ont renforcé leurs offensives ces dernières semaines en Afghanistan, faisant des centaines de morts et blessés dans des attentats en série, dont une attaque visant un grand hôtel à Kaboul le 20 janvier. La Russie a dénoncé à plusieurs reprises la stratégie américaine en Afghanistan, qu'elle considère comme «sans avenir» et s'appuyant avant tout sur le «recours à la force». Moscou appelle de son côté à inclure les talibans dans des négociations de paix et directes avec le gouvernement afghan et a proposé de servir de plateforme pour un tel dialogue «constructif» entre les belligérants.

Les autorités russes veulent surtout endiguer la progression des terroristes en Afghanistan, craignant leur intrusion dans les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale voisines, que Moscou considère comme faisant partie de sa sphère d'influence.

IRAK

Le Président libanais en visite en Irak, une première depuis des décennies

Le chef de l'Etat libanais Michel Aoun est arrivé hier à Bagdad pour une visite d'une journée, une première depuis des décennies.

«Le Président libanais est arrivé à Bagdad et s'entretient avec son homologue irakien Fouad Massoum», a affirmé un porte-parole de la présidence irakienne.

Il va également rencontrer successivement le Premier ministre Haider al-Abadi ainsi que le président du Parlement Salim al-Joubouri et le vice-président Iyad Allawi

et tenir une conférence de presse. C'est la première fois depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) qu'un Président libanais vient à Bagdad en visite officielle.

Aucun chef d'Etat n'avait posé le pied dans ce pays après l'invasion irakienne du Koweït et l'embargo international qui avait suivi.

Amine Gemayel, en tant qu'ancien président de la République libanaise (1982-1988) était venu à Bagdad pour tenter une médiation en 2003 afin de tenter d'empêcher l'invasion de l'Irak par une coalition

menée par les Etats-Unis. Chrétien maronite, Michel Aoun a choisi de visiter la cathédrale syriaque catholique Saiyadat al-Najat (Notre-Dame du Perpétuel secours) de Bagdad, théâtre d'un massacre le 31 octobre 2010 qui avait fait 55 morts.

Le 3 novembre 2010, la branche irakienne d'Al-Qaïda qui avait revendiqué le massacre, avait qualifié les chrétiens irakiens de «cibles légitimes».

Le quotidien gouvernemental irakien a titré «Bienvenue général», en raison de la carrière militaire du chef de l'Etat libanais.

ESPAGNE

Une sixième dirigeante indépendantiste catalane fuit le pays

Une sixième dirigeante indépendantiste de Catalogne, Anna Gabriel, a quitté l'Espagne pour échapper à une éventuelle incarcération et s'est installée en Suisse d'où elle a assuré hier être privée d'un procès équitable.

«Comme je n'aurai pas un procès équitable chez moi, j'ai cherché un pays qui puisse protéger mes droits», a-t-elle déclaré au quotidien suisse *Le Temps* dans un entretien publié hier.

Anna Gabriel était convoquée mercredi par la Cour suprême à Madrid et risquait d'être placée en détention, comme quatre autres séparatistes incarcérés depuis plus de trois mois. Selon la justice, elle aurait appartenu à un «comité stratégique» chargé de mener la Catalogne vers l'indépendance.

Dans cet entretien, la responsable juge excessives les enquêtes policières et judiciaires et les inculpations visant des centaines de personnes pour leur rôle dans la tentative de sécession du mois d'octobre en Catalogne.

«C'est une persécution politique (...) ce n'est pas un tribunal impartial», a aussi déclaré à la télévision suisse RTS, dans un français presque parfait, l'ex-porte-parole du groupe parlementaire de la CUP (Candidature d'unité populaire, extrême gauche indépendantiste).

Anna Gabriel compare la situation en Catalogne à «ce qui se passe en ce moment en Turquie» où plus de 55.000 personnes, dont des journalistes, députés et militants, ont été arrêtés après la tentative de coup d'Etat en 2016.

Le ministre espagnol de la Justice Rafael Catala a pour sa part estimé que M^{me} Gabriel a fait preuve d'une «irresponsabilité gravissime».

M^{me} Gabriel a précisé qu'en cas de demande d'extradition de l'Espagne, elle n'écarterait pas la possibilité de demander l'asile politique à la Suisse.

Le 1^{er} octobre, les indépendantistes ont organisé en Catalogne, en dépit de son interdiction par la Cour constitutionnelle, un référendum d'autodétermination émaillé de violences policières.

Puis, affirmant l'avoir emporté avec 90% des voix et 43% de participation, ils avaient exigé un «dialogue» à Madrid sur l'autodétermination et ont fini par déclarer l'indépendance

le 27 octobre. La déclaration sans lendemain a entraîné la mise sous tutelle de la région par Madrid. Le parti de M^{me} Gabriel, une professeure de droit née en 1975, est la plus petite des trois formations indépendantistes mais aussi la plus virulente, prônant la désobéissance civile et une rupture unilatérale.

Or les appels à la résistance passive ont déjà été assimilés par le juge en charge du dossier à des actes pouvant entraîner des violences. Elle risquait donc à ce titre un placement en détention provisoire.

En quittant l'Espagne, Anna Gabriel marche dans les pas de cinq autres indépendantistes: le président catalan destitué Carles Puigdemont et quatre ex-«ministres» régionaux, installés en Belgique.

Tous sont visés par des poursuites pour «rébellion, sédition et malversation de fonds», passibles de peines allant jusqu'à 30 ans d'incarcération.

Cette enquête vise l'ensemble du noyau dur séparatiste, une trentaine de personnes, dont quatre sont encore en détention provisoire, depuis plus de trois mois, notamment l'ancien vice-président Oriol Junqueras. Pour deux

d'entre eux, les dirigeants d'associations indépendantistes Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, l'ONG Amnesty juge ces incarcérations excessives.

En Catalogne, après la tentative de sécession, de nouvelles élections régionales, organisées le 21 décembre, ont vu indépendantistes et partisans de l'Espagne terminer au coude à coude.

Si les premiers ont conservé leur majorité de 70 députés sur 135, grâce à une pondération des voix profitant aux provinces les plus séparatistes, ils sont depuis des semaines embourbés dans des négociations sur la conduite à adopter après les incarcérations et «exils» volontaires de leurs leaders.

Puigdemont, dirigeant de «Ensemble pour la Catalogne», liste la plus votée, entend être investi président à distance, mais la Cour constitutionnelle a interdit cette option et prévenu que ceux qui la rendraient possible seraient passibles de poursuites.

Le deuxième groupe indépendantiste, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), insiste, lui, sur la nécessité de doter rapidement la Catalogne d'un gouvernement.